

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES



58 bis, rue Poincaré  
**59160 CAPINGHEM**

### REEMPLACEMENT ET EXTENSION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION URBAINE

## REGLEMENT DE CONSULTATION R.C

Remise des offres

---

**Date limite de réception : le jeudi 4 février 2021 à 17h00**

Horaire d'ouverture des locaux

---

14h00 à 17h00, du lundi au vendredi (hors jours fériés) et de 10h00 à 12h00, le samedi

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 – PROCEDURE DE PASSATION	3
1.3 – DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS	3
1.5 – CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	3
1.6 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
1.7 – REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 – TRANCHE OPTIONNELLE OBLIGATOIRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 – VISITE DE SITE OBLIGATOIRE	4
2.5 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>5</b>
3.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.2 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.3 – MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
<b>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>6</b>
4.1 - DOCUMENTS NECESSAIRES A LA SELECTION DES CANDIDATURES	6
4.1.1 - LES PIECES ADMINISTRATIVES	6
4.1.2 - LES PIECES TECHNIQUES :	6
4.2 - ÉLEMENTS NECESSAIRES AU CHOIX DE L'OFFRE	7
4.3 – REJETS DES OFFRES	8
<b>ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES, JUGEMENT DES OFFRES ET NEGOCIATION</b>	<b>9</b>
5.1 – SELECTION ET JUGEMENT DES OFFRES	9
5.2 – DEMANDE DE PRECISIONS	9
<b>ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DU MARCHE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>11</b>
9.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	11
9.2 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS	12
9.3 - RGPD	12

## Article premier : Objet et étendue de la consultation

### 1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **Remplacement et extension d'un système de vidéoprotection urbaine**

### 1.2 – Procédure de passation

Procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L 2124-2, L 2161-2 à L 2161-5 du Code de la commande publique.

### 1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lot.

Décomposition en une Tranche ferme : 10 zones + remplacement de caméras existantes (cf Art. 1.3 du CCTP), 1 Tranche optionnelle obligatoire : 1 zone (cf Art. 1.3 du CCTP) et 6 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE ou options).

Les PSE sont des prestations supplémentaires que le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander à la signature du marché. Le CCTP décrit les spécifications techniques demandées.

La réponse aux PSE est obligatoire.

### 1.4 – Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Le groupement doit posséder l'intégralité des compétences professionnelles et financières pour mener à bien les prestations du présent marché.

### 1.5 - Conditions de participation des candidats

En cas de sous-traitance :

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### 1.6 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Système de surveillance urbaine (32323500-8)	

### 1.7 – Réalisation de prestations similaires

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des Articles L 2122-1 et R 2122-7 du Code de la Commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

### 1.8 – Variantes

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation et n'ont pas la possibilité de présenter des variantes à l'offre de base.

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### 2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés à l'Acte d'engagement (art 6) et détaillés dans le CCAP (art 4) et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

### 2.2 – Tranches optionnelles obligatoires

**La réponse à la Tranche optionnelle 1 est obligatoire.**

**Le délai d'affermissement de la Tranche optionnelle est de 24 mois à compter de la notification du marché.**

### 2.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

**La réponse aux PSE est obligatoire.**

**Il est précisé que les variantes relevant de solutions alternatives pouvant être proposées par les candidats ne sont pas autorisées.**

### 2.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.5 – Visite de Site facultative et remise de l'Annexe au CCTP

Aux vues de la technicité des prestations, une réunion de présentation et d'informations est organisée avant la remise des offres. **Cette réunion est obligatoire** et conditionne la recevabilité de l'offre.

Au regard de la complexité, une seule réunion sera organisée. **Elle se déroulera le mardi 19 janvier 2021 à 10h00 à l'espace Masselot 14 Avenue Nelson Mandela 59160 CAPINGHEM.**

**Il est demandé aux candidats de s'inscrire, au préalable et au plus tard le vendredi 15 janvier 2021, par mail à [manon.helin@ville-capinghem.fr](mailto:manon.helin@ville-capinghem.fr) à la réunion de présentation et d'informations.**

**Sur base de leur inscription, il leur sera envoyé les annexes techniques.**

**Il sera remis lors de la réunion une attestation de présence à joindre à l'offre.**

Les questions des candidats seront toutes consignées dans un PV transmis avec les réponses à chaque candidat ayant téléchargé un DCE 7 jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres.

Au moment de la remise de leur offre, les candidats seront réputés avoir pris connaissance et avoir tenu compte dans leur proposition :

- de l'ensemble des contraintes techniques, électriques (dont EDF/ENEDIS) ou de transmission,
- de l'évolution et des conditions d'extension du dispositif de vidéoprotection à d'autres sites distants.

### **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

#### 3.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

LIBELLE			
L'Acte d'engagement à compléter			
Une acceptation d'acceptation sans modification du CCAP, du CCTP et de ses Annexes			
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)			
Le Mémoire Technique MT (cf détail ci-dessous)			
Le Document de réponses aux R01 à R17 et FT01 à FT21 du CCTP (sur document distinct du MT)			
La fourniture des Fiches Techniques en français FT01 à FT21			
Le Dossier des renseignements soumissionnaires (DRS)			
Le Calendrier détaillée d'exécution de la Tranche ferme			
L'Attestation de visite des sites			

#### 3.2 – Retrait du dossier de consultation

Les candidats devront télécharger gratuitement le dossier sur la plateforme de dématérialisation <https://marchespublics596280.fr>

**Les annexes au CCTP seront fournies lors de l'inscription à la réunion de visite de sites ou d'un appel à demande, cf Art. 2.5.**

Aucun dossier ne sera envoyé par courriel. Le dossier n'est pas disponible sous format papier.

#### 3.3 – Modifications de détails au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détails au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### 4.1 - Documents nécessaires à la sélection des candidatures :

Les pièces de la candidature sont telles que prévues aux articles L 2142-1 à 4 et L 2143-3 et 4 du Code de la commande publique.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes réunies au sein d'un sous-dossier « candidature » :

#### 4.1.1 – Situation juridique de l'entreprise :

Pour présenter leur candidature, les candidats utiliseront soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

#### 4.1.2 - Les pièces techniques et financières :

- **Déclaration d'effectifs** dédiés à la vidéoprotection sur la Région Hauts de France pour chacune des 3 dernières années ;
- **Déclaration de chiffre d'affaires** réalisé sur la France ainsi que sur la Région Hauts de France concernant **les fournitures, services ou travaux réalisés dans la vidéoprotection** pour chacune des 3 dernières années ;
- **Références de prestations similaires** en France ainsi que sur la Région Hauts de France :  
Présentation d'une liste de prestations similaires pour des villes réalisées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; le nombre de caméras installées et le nombre de caméras maintenues ;
- **Déclaration de compétences sur la région Hauts de France** :  
Déclaration précisant le nom des techniciens formés au matériel, équipements et logiciels de vidéoprotection proposés ;
- **Certification d'au moins deux techniciens** sur la Région Hauts de France par le ou les fabricants de caméras et par l'éditeur du logiciel IHM. Certification recommandée

pour les autres logiciels. Fourniture des CV du personnel dédié au projet.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

**Les documents pourront être transmis à ce stade par les candidats tels que l'attestation de régularité fiscale, les attestations URSSAF et l'attestation d'assurance (...) ou remplacés par une attestation sur l'honneur.**

#### 4.2 - Éléments nécessaires au choix de l'offre

Le candidat précisera la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier « offre » : (chaque pièce étant obligatoire)

LIBELLE			
Le Règlement de Consultation (RC)			
L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes relatives à la sous-traitance et à la co-traitance			
Le Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP)			
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)			
Le Document de réponses aux R01 à R17 et FT01 à FT21 du CCTP			
Les 5 annexes au CCTP (dont KMZ), remises lors de l'inscription à la visite des sites			
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)			
Le Calendrier détaillé d'exécution de la Tranche ferme			
L'Attestation de visite des sites			

Le Mémoire technique devra, au minimum, contenir :

- 1) La description détaillée, dont schéma technique, de la solution globale ;
- 2) Le synoptique réseau avec dimensionnements et numéros des caméras ;
- 3) Les plans d'implantation détaillés ;
- 4) La justification du choix des matériels et équipements et leur description détaillée ;
- 5) La justification du choix et la description de la technologie du matériel et des équipements de transmission, avec schéma technique ;
- 6) La justification du choix du VMS, du système de visualisation et d'enregistrement ainsi que leurs numéros de version et leurs descriptions précises ;
- 7) Le descriptif de la gestion de la supervision proactive ;
- 8) Le descriptif de la GMAO ;
- 9) L'organisation et la méthodologie utilisée, le calendrier et les engagements de mise en service, les délais, la documentation et les livrables fournis ;

- 10) Les modalités de fonctionnement, des garanties et maintenances
- 11) Les intervenants (CV, PAQ,...) ;
- 12) Le plan de formation ;
- 13) L'évolution et l'analyse de la performance, dans le temps, de la solution et des systèmes ;

Ainsi que tous les éléments de réponse du candidat relatifs à chaque article du CCTP.

Une réponse explicative détaillée sur toutes les demandes « R ». Ces réponses seront situées dans un document distinct du Mémoire technique.

***Les candidats procéderont à une lecture attentive de tous les documents du DCE dans la mesure où ceux-ci contiennent des informations permettant d'établir une offre complète.***

#### 4.3 – Rejets des Offres - Documents non fournis aux Art. 4.1 et 4.2

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète pourrait être écartée.

S'il y a lieu, le candidat joint en outre à son offre tous les documents et renseignements qu'il juge utiles à en préciser la teneur.

Sous peine de nullité, l'offre ne peut se référer à des conditions générales ou particulières de vente, ni porter celles-ci au verso, au recto ou en annexe, ni faire aucune réserve modifiant les composantes du marché.

Pas de ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modifications tant dans l'offre que dans les annexes. S'il y a une influence sur le marché, il pourrait être résilié.

Les offres qui ne satisfont pas à toutes les exigences minimales peuvent être rejetées sans autre formalité.

Si une offre ne contient pas les informations suffisantes et que de ce fait, il devient impossible de l'évaluer en profondeur, elle peut être rejetée sans autre formalité.

Concernant les offres irrégulières, le Code de la commande publique s'appliquera quant aux articles L 2152-1 à L 2152-6.

La remise d'une offre entraîne l'acceptation de toutes les dispositions de l'ensemble des pièces du marché.

## Article 5 : Sélection des candidatures, jugement des offres et négociation

### 5.1 – Sélection et jugement des offres

La sélection des offres se fera en accord avec les termes des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5, des articles R.2152-1 à R.2152-6 du code de la commande publique 2019, et de l'article 16.1 du présent Règlement de la Consultation.

Le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement et d'une note sur 100 points.

En cas de note équivalente, si les articles R 2152.6 à R 2152.7 du Code de la Commande publique ne peuvent être appliqués, le marché sera attribué au soumissionnaire ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont notés de la manière suivante :

LIBELLE	Points attribués au critère
<p>1 - Prix des prestations :</p> <p>Ce critère est divisé en 3 sous-critères :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>. Montant Tranche ferme + Tranche optionnelle (hors PSE) 30 points</li><li>. Montants PSE 1 et 2 (hors maintenances) 02 points</li><li>. Montant PSE 3 à 6 (maintenances) 13 points</li></ul>	45 points
<p>2 - Valeur technique en fonction du MT et des réponses aux R et FT du MT :</p> <p>(MT : Mémoire Technique)</p> <p>Ce critère est divisé en 3 sous-critères :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>. Equipements d'acquisition (caméras et objectifs fonctionnels) 25 points</li><li>. Plateforme informatique et exploitation 15 points</li><li>. Architecture et équipement réseau 15 points</li></ul>	55 points

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues dans le Code de la commande publique. L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères et de la pondération indiqués ci-dessus.

### 5.2 – Demande de précisions

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra demander des précisions aux candidats pour des éclaircissements ou discordances entre l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination du coût unitaire ou global d'autre part.

### 5.3 – Procédure infructueuse

Dans le cas où aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée, ou que seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique ou des offres inappropriées, au sens de l'article L.2152-4 du Code de la commande publique ont été présentées, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de faire un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans ces conditions le pouvoir adjudicateur

choisira librement la société avec laquelle il souhaite négocier afin de pouvoir attribuer le marché.

Si l'une de ces démarches devait être engagée, les conditions initiales du marché ne devront toutefois pas substantiellement être modifiées.

## **Article 6 : Attribution du marché**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Attestations et certificats sociaux et fiscaux datant de moins de 6 mois, seulement s'ils ne sont pas automatiquement générés via le formulaire DUME,
- Attestation d'assurance à jour,
- Un Bordereau spécial des Prix Unitaires par zone (un exemple sera fourni sur simple demande).

À défaut de présentation de ces documents, il ne pourra être procédé à la signature du marché.

## **Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Conformément aux dispositions de l'article L 2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur oblige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique. Elle sera effectuée à l'adresse suivante :

<https://marchespublics596280.fr>

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées à l'article 1367 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

**La signature doit respecter la norme de sécurité européenne eIDAS.**

Les modalités de remise des plis électroniques sont décrites dans le guide annexé au présent règlement.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidatures ou les offres électroniques comportant les caractéristiques suivantes ne seront pas prises en compte :

- pli électronique transmis après la date et l'heure limite
- pli électronique comprenant des fichiers avec des formats de document non autorisés
- pli électronique comprenant des programmes informatiques malveillants sous réserve d'une éventuelle tentative de réparation par le pouvoir adjudicateur

L'offre peut être modifiée jusqu'à la date de remise des plis. Les textes de la commande publique font toutefois obligation de transmettre l'offre en une seule fois (un nouvel envoi doit contenir l'ensemble des documents). En tout état de cause, seule la dernière offre reçue sera prise en compte et ouverte.

### Date limite de remise des plis

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le :

**Jeudi 4 février 2020 à 17h00**

Les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les plis qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure, ainsi que ceux remis sous enveloppe non fermée, ne seront pas admis. Ils seront renvoyés à leurs auteurs.

## **Article 8 : Attribution du marché**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Un DPGF par zone et par caméra.

À défaut de présentation de ces documents, il ne pourra être procédé à la signature du marché.

## **Article 9 : Renseignements complémentaires**

### 9.1 - Demande de renseignements

Les opérateurs économiques souhaitant obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude doivent poster une question sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr> au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres ci-dessus était reportée, les dispositions précédentes seraient applicables en fonction de cette nouvelle date.

Les renseignements complémentaires sont transmis par l'acheteur exclusivement sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr>

Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé le dossier de consultation après identification recevront un mail d'avertissement les invitant à télécharger les nouveaux documents.

**Renseignement(s) administratif(s) :**

**Mairie de CAPINGHEM**

Courriel : [admingeneral@ville-capinghem.fr](mailto:admingeneral@ville-capinghem.fr)

**Renseignement(s) technique(s) :**

**AV PROTEC**

Courriel : [contact@avprotec.fr](mailto:contact@avprotec.fr)

9.2 – Voies et délais de recours

*Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont les suivants :*

Instance chargée des procédures de recours : Greffe du tribunal administratif de Lille 143, rue Jacquemars Gielée 59800 LILLE, tél. : 03.20.63.13.00, télécopieur : 03.20.63.13.47.

9.3 – Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Vos données personnelles sont uniquement utilisées par nos services « Marchés publics » et « Finances ». En cas d'attribution du marché, elles sont conservées durant 10 ans, à défaut 5 ans.

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement de vos données, ou encore de limitation de leurs traitements. Vous pouvez également vous opposer au traitement des données vous concernant en raison d'un motif légitime.

Pour exercer vos droits, adressez un courriel à :  
[admingeneral@ville-capinghem.fr](mailto:admingeneral@ville-capinghem.fr)

Fait à CAPINGHEM, le 22 décembre 2020